

Le PST-POP exige le respect de la souveraineté de Cuba

Le Parti suisse du travail, PST-POP, exige que la souveraineté de la République de Cuba soit également pleinement reconnue et respectée. Le gouvernement suisse doit enfin utiliser ses bonnes relations avec le gouvernement des États-Unis pour que celui-ci mette fin à toute entrave au développement de l'île socialiste.

Depuis plus de 60 ans, le gouvernement étatsunien soumet l'île voisine Cuba à ce qu'il appelle un « embargo économique, commercial et financier ». L'objectif déclaré de ce blocus est de déstabiliser l'économie cubaine et d'encourager le mécontentement et la révolte au sein de la population. Ces mesures sont encore renforcées lorsque Cuba figure sur la liste des « États soutenant le terrorisme », liste dressée par le département d'État des États-Unis. Pourtant, c'est le gouvernement des États-Unis qui encourage ou tolère les actes terroristes, et pas seulement contre Cuba. Le PST-POP condamne toutes les mesures qui limitent la souveraineté de Cuba à choisir sa propre voie.

Chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU condamne ce blocus à la quasi-unanimité: la dernière fois, le 30 octobre 2024, 187 États, dont la Suisse, ont voté pour la levée du blocus. Les États-Unis et Israël s'y sont opposés, la Moldavie s'est abstenue. Le rôle positif de Cuba dans la politique internationale est régulièrement salué par cette assemblée. Peu avant la fin du mandat du président Biden, Cuba a ainsi été retiré de la liste des « États soutenant le terrorisme » en janvier 2025. Un petit moment d'espoir. Mais quelques jours plus tard, l'un des premiers actes du président Trump a été de réinscrire le pays sur cette liste. Pour le Parti suisse du Travail, PST-POP, ce va-et-vient caractérise le manque de cohérence et de fiabilité dans l'action des gouvernements américains.

Mais ce n'est pas tout, l'administration du président Trump a maintenant annoncé qu'elle poursuivrait son projet d'interner de force des dizaines de milliers de migrantes et migrants sur la base militaire de Guantánamo. Cette installation militaire est notamment tristement célèbre pour abriter un centre de détention où des personnes sont torturées et détenues pour une durée indéterminée, sans aucune base légale. Elle est située dans la province cubaine de Guantánamo.

Selon le PST-POP, l'internement de ces pauvres gens est une tentative brutale de résoudre de façon factice, en les éloignant, les problèmes causés par la politique étrangère des États-Unis et les conditions économiques et sociales dans ce pays même. Le PST-POP part du principe que l'actuel gouvernement américain tentera d'autres fausses solutions brutales dans les années à venir et demande au gouvernement suisse de prendre position contre cela.

Pour des raisons humanitaires déjà, le PST-POP s'oppose à l'hébergement de civils dans des abris liés à la guerre, que ce soit dans des abris de la protection civile suisses ou dans des bases militaires américaines. Le projet d'enfermer à nouveau illégalement des dizaines de milliers de personnes dans la base militaire de Guantánamo comporte en outre un risque élevé de déstabilisation pour la région cubaine environnante. Le PST-POP réitère sa demande, répétée depuis des années, de démantèlement de cette base militaire. Cuba doit avoir le droit de choisir sa voie de manière souveraine et sans ingérence de qui que ce soit.